

## Questions fréquemment posées

### 1. Qu'est-ce que l'EPG pour la REDD+ ?

L'évaluation participative de la gouvernance pour la REDD+ (EPG) est un processus véritablement intégrateur impliquant diverses parties prenantes du gouvernement, de la société civile, du secteur privé et du milieu universitaire, dans le but de produire des informations rigoureuses et crédibles sur la gouvernance et, dans un deuxième temps, de pallier les faiblesses de gouvernance, et à plus long terme de jeter les bases d'une réforme politique. Employée de manière stratégique par les acteurs de la société civile, l'EPG peut constituer un mécanisme de responsabilisation.

Les informations ainsi produites seront disponibles sous la forme

- d'une analyse exhaustive de l'état de la gouvernance – une démarche utile au processus de REDD+, et, plus généralement, à la gouvernance forestière en Indonésie ;
- de recommandations sur les moyens de combler les lacunes ; ainsi que
- d'informations sur l'évolution, au niveau des provinces et des districts, des aspects de gouvernance sélectionnés

L'approche de l'EPG est explicitée [ici](#).

### 2. Quelle est l'utilité de l'EPG pour les processus nationaux de REDD+ ?

Il est indispensable, si l'on veut lutter contre les causes sous-jacentes du déboisement et identifier et atténuer les lacunes et les risques des systèmes et structures actuels de gouvernance, que soient analysées et surmontées les difficultés de gouvernance, ce qui nécessite l'accès à des données fiables et rigoureuses en matière de gouvernance.

Dans ce contexte, l'EPG répond à diverses finalités dans le processus national de REDD+ d'un pays, selon le groupe de parties prenantes qui fait usage des données sur la gouvernance.

Du point de vue du gouvernement, les résultats de l'EPG :

- Contribuent à déceler les lacunes et les résultats médiocres, et à discerner ainsi les questions les plus urgentes (en aidant les autorités à définir leurs priorités de façon stratégique)
- Constituent une solide source d'information et de preuves qui peuvent enrichir et appuyer l'élaboration des politiques, la planification et les stratégies du gouvernement à un niveau national et infranational

- Représentent une base et un point de départ pour la réforme des politiques
- Constituent des données complètes sur la gouvernance qui peuvent alimenter le système national d'information sur les garanties, dont l'Indonésie communiquera les résultats à la CCNUCC
- Permettent de suivre les progrès ou les régressions (à condition d'être régulièrement mises à jour)



Du point de vue de la société civile, l'EPG constitue/contribue à :

- Produire des données et des informations rigoureuses sur la gouvernance afin d'appuyer le lobbying et le plaidoyer, et contraindre les décideurs à répondre de leurs actes
  - o Le principal avantage (au regard des deux aspects précités) est que les données ont déjà été validées par le gouvernement ; leur exactitude ne fera donc pas débat, et le dialogue entre la société civile et le gouvernement y gagnera
- Suivre les progrès ou les régressions

### 3. Quelle est la valeur ajoutée d'une approche participative par rapport à des évaluations, rapports, etc. menés indépendamment ?

Même si les processus participatifs prennent du temps, coûtent davantage et sont parfois délicats à mettre en œuvre de façon appropriée, plusieurs valeurs ajoutées et avantages l'emportent sur ces inconvénients, notamment en termes de :

**Légitimité :** Lorsqu'elles sont impliquées dans le choix des principales étapes et composantes du processus, dans la définition du champ d'application, dans la formulation des indicateurs, et dans le choix des méthodes de collecte des données et leur validation, les parties prenantes ont confiance dans le processus d'obtention des données et jugent légitimes et exactes les conclusions et les recommandations qui en découlent.

**Appropriation :** Associées d'emblée, les parties prenantes s'approprient davantage les recommandations, qu'elles sont plus enclines à suivre, sans avoir le sentiment qu'elles leur sont imposées par des entités extérieures.

**Production de données pertinentes :** Les parties prenantes impliquées font aussi partie du public cible des données de l'EPG produites ; or, si le champ de l'EPG (de même que le choix des données à fournir) est déterminé conjointement, c'est aussi pour garantir que les données produites répondent à une demande et sont considérées comme pertinentes par les diverses parties prenantes.

**Exhaustivité des mesures :** C'est un tableau plus complet de la réalité qui est brossé lorsque sont pris en compte les faits, les contextes et les perspectives des différentes parties prenantes. Grâce à ces éléments de base, l'élaboration des politiques et la réforme de la gouvernance gagnent en efficacité.

Contrairement aux processus intégrateurs, les rapports et indices de gouvernance rédigés par tel "acteur a" afin d'obtenir de tel "acteur b" qu'il change sa pratique actuelle risquent davantage d'être dénoncés ou de finir enterrés, non que les données soient inexactes, mais parce que les résultats de l'évaluation, à laquelle les parties prenantes n'ont pas été associées, suscite souvent chez elles un certain scepticisme. C'est le cas de la plupart des indices de gouvernance sur lesquels sont fondés les barèmes internationaux : les pays médiocrement notés rejettent les méthodes en même temps que les conclusions (par ex. l'indice de perception de la corruption).

### 4. Où l'EPG pour la REDD+ est-elle mise à l'essai ?

Le Programme ONU-REDD mène actuellement quatre expériences pilotes de processus d'EPG, en Indonésie, au Viet Nam, en Équateur et au Nigéria ; il a en outre créé un réseau de praticiens sur l'EPG afin de faciliter les échanges techniques et pratiques entre les pays et les professionnels impliqués. Un aperçu de ces expériences pilotes, mettant en lumière leurs points communs et leurs différences, est disponible [ici](#).



### 5. Comment le Programme ONU-REDD appuie-t-il ces expériences pilotes ?

L'approche de l'EPG telle que l'applique le Programme ONU-REDD mobilise, pour pallier les problèmes de gouvernance, des avantages comparatifs des différents organismes. L'approche tire parti des connaissances du Centre pour la gouvernance d'Oslo du PNUD, et de son expérience dans la réalisation d'évaluations de la gouvernance, mais aussi de l'expertise de la FAO en matière de collecte de données dans le secteur forestier, autant d'atouts pour relever les défis de gouvernance que soulève une EPG pour la REDD+.

Le Programme ONU-REDD coordonne en outre les travaux des expériences pilotes d'EPG en fournissant un appui technique sur divers aspects : analyse et sélection des parties prenantes, analyse de la gouvernance, élaboration d'indicateurs, collecte de données, communication des résultats à l'ensemble des publics visés, éléments de pérennité de l'EPG en institutionnalisant des mises à jour régulières et la diffusion des résultats. Le Programme ONU-REDD extrapole en outre les leçons tirées des expériences pilotes et facilite l'échange Sud-Sud.

En sus de l'appui technique, le Programme ONU-REDD a également fourni un appui financier aux expériences pilotes d'EPG.

### 6. Comme l'EPG pour la REDD+ s'est-elle déroulée en Indonésie ?

**Quand :** les préparatifs du processus d'EPG en Indonésie ont débuté en mai 2011

**Qui ?** L'EPG en Indonésie est structurée de telle manière qu'elle associe à chaque étape du processus des parties prenantes au niveau national et infranational issues des universités, du gouvernement et de la société civile. Le ministère des Forêts, l'équipe spéciale (*task force*) sur la REDD+ en Indonésie, le service présidentiel pour la Supervision et le Suivi du développement (UKP4), l'Agence nationale de planification pour le développement (BAPPENAS), l'Institut agricole de Bogor, le Conseil national des forêts, l'Alliance des peuples autochtones de l'archipel (AMAN), Epistema, ICEL et Walhi sont autant d'acteurs clés qui ont activement contribué au processus à l'échelon national.

### Quoi ?

- Sachant que l'EPG n'est aucunement une solution-miracle à même de couvrir, surmonter et résoudre la majeure partie, voire l'ensemble des problèmes de gouvernance liés à la REDD+ dans un pays, l'analyse de la gouvernance par les parties prenantes constitue une base utile permettant de sélectionner les enjeux de gouvernance les plus importants sur lesquels l'EPG fournira des données
- En Indonésie, les questions de gouvernance jugées pour le moment les plus cruciales sont les suivantes : cadre juridique et d'orientation, capacités des acteurs de la REDD+ (gouvernement, société civile, communautés autochtones/ communautés locales, sociétés commerciales) et aspects relatifs à la mise en œuvre dans les domaines suivants : planification spatiale et forestière, réglementation sur les droits, organisation des forêts, gestion forestière, contrôle et supervision, et infrastructure de la REDD+

**Où ?** Du fait des parties prenantes associées et des questions de gouvernance abordées, le processus d'EPG en Indonésie s'inscrit au niveau national, mais il en est de même dans huit provinces (Aceh, Riau, Jambi, Sumatra du Sud, Kalimantan occidental, Kalimantan central, Kalimantan oriental, Sulawesi central, Papouasie et Papouasie occidentale), et au niveau du district, où deux acteurs interviennent pour chacune des provinces citées

### 7. Quelles sont les principales conclusions et recommandations de l'EPG pour la REDD+ en Indonésie ?

Certaines des conclusions clés indiquent que :

- Il existe des disparités de capacités entre le niveau national, les provinces et les districts, les échelons infranationaux étant plus faiblement dotés que l'échelon national
- Il importe d'améliorer la transparence et l'accès à l'information concernant l'application de la loi et la criminalité dans le domaine forestier

- Trop peu de crimes dans ce domaine sont déférés devant la justice, et plus rares encore sont ceux qui sont élucidés
- La société civile s'avère souvent plus active que les pouvoirs publics (à différents niveaux) pour faire appliquer la loi et promouvoir des réformes politiques dans le domaine de la REDD+

Le rapport d'EPG propose en outre une feuille de route pour améliorer la gouvernance, et formule les recommandations suivantes :

- Intégrer les rôles des acteurs communautaires et de la société civile dans tous les domaines où des limites, des faiblesses et des goulets d'étranglement ont été identifiés ;
- Associer les initiatives des associations professionnelles aux travaux d'amélioration des systèmes et des structures de gouvernance, notamment sur les systèmes de délivrance de permis ;
- Assurer une direction claire et suffisamment de ressources à l'amélioration de la gouvernance
- Identifier et lutter réellement contre les facteurs du déboisement au niveau provincial

### 8. Comment les cas de mauvaise performance constatés dans le rapport seront-ils accueillis ?

À la suite du [lancement](#) (article en anglais) le 6 mai dernier du rapport d'EPG en indonésien, la médiocre performance de certaines provinces a été relayée par les médias, et celles-ci ont été blâmées et montrées du doigt.

Loin de promouvoir de telles dénonciations, le processus d'EPG encourage et facilite un dialogue libre et constitue un point de départ pour résoudre et améliorer les principales difficultés et goulets d'étranglement. Il fournit en outre un ensemble de recommandations réalistes prenant en compte les réalités, les contextes et les points de vue des différentes parties prenantes.



À l'occasion du lancement du rapport d'EPG le 6 mai, des représentants de haut niveau du gouvernement d'Indonésie ont indiqué comment, selon eux, les conclusions et les recommandations de l'EPG pouvaient être mises à profit en Indonésie.

Qualifiant l'EPG de "*précieuse contribution au processus visant à améliorer la gouvernance des forêts, des terres et de la REDD+*",

**Kuntoro Mankusubroto**, chef de l'équipe spéciale (*task force*) sur la REDD+ en Indonésie / service présidentiel pour la Supervision et le Suivi du développement (UKP4) a affirmé que l'EPG en Indonésie pouvait être diversement utilisée :

- Les régulières mises à jour des données de l'EPG permettront de juger si l'on s'approche ou s'éloigne de la situation de référence désormais disponible et des cibles fixées.
- Elle pourra servir aux dirigeants locaux, aux niveaux des provinces et des districts, de référence et de point de départ pour l'amélioration de la gouvernance

**Le Dr. Zulkifli Hasan, ministre indonésien des Forêts**, a affirmé que le rapport d'EPG pour la REDD+ constituerait une référence incontournable dans l'élaboration du prochain plan stratégique pour la foresterie, notamment en ce qui concerne la gouvernance forestière. En outre, l'EPG sera employé à l'avenir comme modèle pour orienter la gouvernance forestière et dans la REDD+.

**Abdon Nababan, secrétaire général de l'AMAN** (Alliance des peuples autochtones de l'archipel) déclare que le processus d'EPG contribue à consacrer un espace constructif au dialogue entre les différentes parties prenantes, et que l'AMAN, au cours de sa réunion nationale de planification en mars dernier, a déjà employé les conclusions et recommandations préliminaires de l'EPG dans sa planification stratégique.

## 9. Les données de référence de la gouvernance sont désormais disponibles en Indonésie – et maintenant ?

La première phase de l'EPG étant à présent achevée, des données de référence complètes sont désormais disponibles, constituant un précieux point de départ et une base utile pour la réforme de la gouvernance en Indonésie. Dans un second temps, il faudra notamment :

- Veiller à ce que les résultats soient diffusés à l'ensemble des parties prenantes concernées au niveau infranational
- Insister sur l'utilisation active des données de l'EPG par les pouvoirs publics, les acteurs de la société civile et du secteur privé, tant à des fins de planification que pour donner suite aux recommandations
- Institutionnaliser cette démarche, en identifiant une agence ou institution indonésienne qui fera régulièrement et ponctuellement des rapports, afin de mettre à profit l'EPG pour mesurer une éventuelle progression et / ou régression par rapport aux cibles fixées (au regard des références / cibles)



### UN-REDD Programme Secretariat

International Environment House,  
11-13 Chemin des Anémones  
CH-1219 Châtelaine, Geneva, Switzerland

[www.un-redd.org](http://www.un-redd.org)  
[un-redd@un-redd.org](mailto:un-redd@un-redd.org)

Photo credits : Hertab

**UN-REDD**  
PROGRAMME



Empowered lives.  
Resilient nations.